

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Comment voulez-vous vendre ce truc?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la manifestation d'UNIA le 22 septembre a tourné en eau de boudin. Rendez-vous compte... Le syndicat a réuni 17'000 personnes sur un enjeu minime et sectoriel qui ne va jamais – Ô grand jamais – concerner d'autres travailleurs: la dénonciation de la convention nationale par les patrons de la construction. De fait, le rassemblement dépasse toutes les estimations et folles espérances. Jusque là, c'est assez pour effrayer les commerçants de la *Paradeplatz* qui tirent tous leur rideau de fer.

Mais ensuite, quel gâchis! La manif' démarre, drapeaux dehors, défile calmement le long de la Limmat, arrive en bout de parcours où les principaux dirigeants syndicaux appellent les ouvriers à poursuivre la lutte. Et puis? Rien. Niente. Nichts. Des manifestants boivent un verre sur une terrasse, d'autres se dirigent vers la gare. Pas le bout d'une cagoule d'un simili-black block! Pas la moindre poubelle qui flambe! Pas le début d'une déprédation contre les symboles du néolibéralisme inhumain! Et pourtant, les symboles du néolibéralisme inhumain, ce n'est pas ce qui manque à Zürich...

C'est à vous dégoûter du métier de rédac' chef! Où est le sensass', les cocos? Comment voulez-vous faire du chiffre là-dessus? On s'est d'ailleurs vite mis d'accord avec les copains d'Edipravda: lundi 24, pas une ligne sur le sujet. On ne veut pas de l'informatif, on veut de l'intéressant.

Peter R., rédac' chef du Malsin

Depuis 60 numéros, *Pages de gauche* s'efforce de vous livrer une approche originale et alternative des enjeux socio-politiques de nos sociétés. Nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, du soutien de nos lecteurs. Rendez-vous en p. 16 pour en savoir plus... et bonne lecture! *Rédaction*

PHOTO@ANNE LISE VULLILOUD



«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» L'a-t-on gravé dans le granit de peur de l'oublier?

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

La Russie en miroir

Les élections russes approchent et les manoeuvres ont débuté pour gérer «l'après-Poutine». Pourtant, cet «après» n'en aura que le nom: le chef du Kremlin conduira la liste *Russie unie* et envisage de briguer le poste de premier ministre. Ce mois-ci, *Pages de gauche* vous propose une cartographie de ce que l'on appelle «le système Poutine».

Alors que l'on fête, cette année, les nonante ans de la Révolution russe, Poutine a progressivement récupéré l'héritage soviétique afin de s'en servir pour sa politique actuelle (p.6). Sur le plan économique, après les années Elstine et leur chaos libéral, Poutine passe pour l'homme qui a mis au pas les oligarques russes. Mais où en est l'économie russe aujourd'hui (p.7 et 8)? Enfin, entre le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa et les réductions collectives des libertés, existe-il encore des espaces pour une société civile (p.9)? Ces interrogations nous amènent à une dernière: La Russie est-elle si éloignée de nos réalités politiques occidentales?

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

International
Chili: Les socialistes n'arrive pas à se débarrasser de l'héritage de la dictature.

Page 11

National
Le programme économique des Verts sous la loupe.

Page 12

Réflexions
Les trois dimensions de la justice selon Nancy Fraser

Page 15

Ce mois-ci, PdG accueille Anne-Lise Vuilloud pour les photos et les légendes de son dossier... Deux mots de présentation sur son projet.

LE BRASSUS-VLADIVOSTOK, OU D'UN TERMINUS À L'AUTRE

Au bout des voies se trouve la maison familiale, avec des souvenirs d'une enfance passée à jouer sur le vieux chasse-neige ferroviaire échoué là. Le 1er avril 2006 la photographe Anne-Lise Vuilloud monte dans le train à la petite gare, terminus de la ligne régionale, pour rejoindre par le rail un autre terminus là-bas en Sibérie...

Sicko et la Suisse

Comme dans *Bowling for Columbine*, son documentaire sur les armes à feu sorti en 2002, Michael Moore, dans son dernier film, *Sicko*, parle aussi, sans le savoir, de la Suisse. Cette fois-ci, il s'attaque au système de santé américain, dont on connaît la légendaire inefficacité, le coût prohibitif et les criantes inégalités qui le minent, provoquant même la mort de certains patients dans les cas les plus graves. L'ennui, c'est que les principes qui le guident – libéralisation de la santé, concurrence entre les assureurs, liberté pour ces derniers de contracter avec les médecins ou les hôpitaux, individualisation des risques, etc. – semblent aussi intéresser certains politiques en Suisse.

Le film de Moore montre bien les effets réels de la "concurrence" entre des assureurs privés qui, en bonne logique économique, ont pour principale tâche de maximiser leurs bénéfices, et ne reculent devant aucune méthode pour y parvenir. Les dépenses de santé américaines sont dès lors les plus élevées parmi les pays riches, non pour financer un système de santé performant, mais parce que les assureurs dépensent des sommes très élevées afin de ne pas faire ce pour quoi les gens signent des contrats avec eux, à savoir rembourser les frais médicaux! Cette attitude est parfaitement rationnelle économiquement parlant, mais devient franchement inquiétante lorsque le "produit" dont on parle est la santé d'une population. Résultat sans appel: l'espérance de vie moyenne, la mortalité infantile et l'exposition à certaines maladies graves sont considérablement plus mauvaises aux Etats-Unis que dans les pays disposant d'une couverture médi-

cale universelle et financée par l'impôt. Le classement de l'OMS en 2000 les avait donc placés au 37e rang mondial, la France occupant la première place (et la Suisse la vingtième).

C'est peut-être ce qui avait échappé à bon nombre de citoyens suisses lors de la votation sur la caisse unique ce printemps, à savoir que, dans le domaine de la santé, l'intérêt des assureurs est très exactement contraire à celui des assurés. Une assurance maladie ne vend pas des pommes ou des téléphones portables, contrairement à ce que voulait nous faire croire Pascal Couchepin, mais fournit un service très particulier qui, pour être optimal, doit fonctionner sur la mutualisation des risques à la plus grande échelle possible et échapper à toute recherche de profit (ce qui, chacun l'admettra, ne correspond pas tout-à-fait aux principes de fonctionnement d'une entreprise privée). Il semble malheureusement que cette évidence n'en soit pas une aujourd'hui en Suisse, et qu'il faudra encore quelques années de hausses continues des primes d'assurance maladie pour dessiller les yeux de citoyens pour l'instant bien dociles.

Oui, il existe des domaines dans lesquels l'Etat est plus efficace et moins cher que le privé; la santé en est un, les retraites un autre, la poste ou l'énergie un troisième, et d'autres qui ont tout intérêt à être soumis à une vraie concurrence, la grande distribution alimentaire par exemple, les logiciels informatiques, la presse, pour prendre quelques exemples complètement au hasard...

Antoine Chollet

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-
Abonnement de soutien: Fr.130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr.29.-
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meiland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

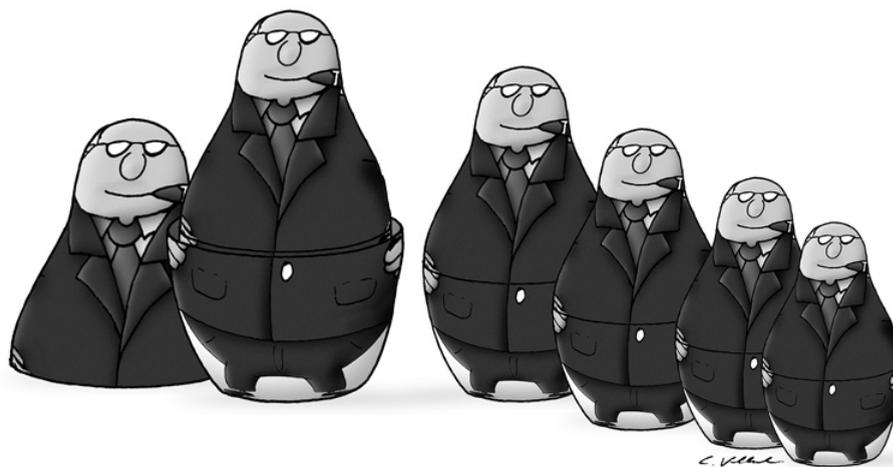
Julien Wicki, Lausanne

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Comment voulez-vous vendre ce truc?
- 2 Sicko et la Suisse
- 3 Combattre la démocratie pour gagner les élections?
- 4 Fonction publique vaudoise: plus d'arbitraire, moins de salaire
- 5 à 10 Dossier: *La Russie en cage*
- 11 Chili: «Des ténèbres de la dictature à l'obscurité de la Concertación»
- 12 Quelle économie pour l'écologie?
- 13 Bientôt un salaire minimum tessinois?
- 13 L'UDC vaudoise enterre le PAI
- 14 Retour vers le non-futur avec Archizoom
- 15 Les trois dimensions de la justice
- 16 La dernière – Appel de soutien – Agenda



Combattre la démocratie pour gagner les élections?

Nous verrons le 21 octobre les résultats d'une campagne qui se sera distinguée par son absence de contenu, sa politique spectacle et un marketing démagogique. Allons-nous enterrer la démocratie dans ce tombeau?

Alors qu'il faut batailler ferme pour porter dans le débat public les programmes politiques et les valeurs qu'ils sous-tendent, nous sommes noyés dans un flot d'opérations de propagande purement électoralistes qui satureront tous les médias par tous les canaux. Pourquoi le contenu est-il l'abonné absent des élections fédérales 2007, alors que paradoxalement il est l'élément essentiel qui devrait gouverner notre choix d'électeur? Peut-on renverser la tendance, alors qu'il faut lutter aujourd'hui à la fois contre le démantèlement de la solidarité et contre l'endormissement de la conscience politique collective?

Pour le moment, tout le monde peut vous dire ce qu'il pense du complot schizophrène «Blocher contre le reste du monde», nous nous sommes identifiés à des moutons de couleur qui, justement bêtement, expulsent ceux qui sont différents, nous avons pu jouer au jeu vidéo qui nous permet d'éviter que nos beaux passeports ne soient souillés par des mains de couleur: en effet, la couleur on n'aime pas, on préfère le noir et le blanc, ce qui est beaucoup plus simple. Fera-t-on croire aussi facilement au citoyen que la politique, c'est aussi simple? C'est pourtant par cet effet de cadrage que nous sommes aujourd'hui menacés.

AVEC MOI OU CONTRE MOI

Le cadrage, c'est la manière avec laquelle une décision vous est présentée. Une élection pour un Parlement, c'est fondamentalement la question suivante: «Pour quelles idées politiques, programmes et personnes allez-vous voter?». L'UDC a réussi à changer la question posée aux électeurs, la transformant plutôt en «Allez-vous voter UDC ou non?», voire en référendum pour ou contre Christoph Blocher. Le résultat? Nos choix politiques se résument donc à la comparaison des taux d'audience de Télé-Blö-

cher et de Secret Story 4. La décision présentée comme simple aux citoyens peut expliquer pourquoi un parti prônant des politiques aussi désavantageuses pour la population parvient tout de même à être aussi puissant.

A CONTRE-COURANT DU TSUNAMI

La gauche se retrouve face à un défi de taille. Il s'agit en premier lieu de ne pas être submergé par le jeu facile qui nous est présenté. Bien sûr, cela est tentant, car taper sur l'UDC est assez facile pour des personnes avec des convictions de gauche, tant ce parti va jusqu'à se ridiculiser dans ses campagnes et contradictions, d'autant plus que certains partis de droite peinent à se distinguer du parti populiste. Dénoncer les pratiques inacceptables auxquelles nous sommes exposés est certes important, mais ce faisant nous rentrons dans le cadrage proposé par l'UDC.

Il faut donc en parallèle, et avec encore plus de puissance, ramener le débat public sur des questions de contenu. C'est moins alléchant, mais il faut persévérer et ne pas cesser de répéter à toutes occasions notre attachement à la diversité des thématiques et à nos positions, nous devons refuser de réduire la noblesse de la charge politique au «Ground Zero» que l'on cherche à fabriquer en lançant la démagogie contre l'argumentation et la haine contre les valeurs et la solidarité. La gauche a tout à gagner à un retour à la réalité, car celle-ci est beaucoup plus dure pour le populisme: on aura ainsi une chance de l'effriter. La preuve: pour certains, communiquer le contenu est une mission de la plus haute importance et les moyens manquent, alors que pour l'UDC, la communication des idées est une menace (type «*Si Blocher n'est pas réélu, nous lançons un journal*»). En plus ils en ont les moyens.

LA VÉRITÉ CONTRE LE MARTELAGE

Si l'on prend au hasard le fameux tous ménages avec les moutons noirs, on peut constater à quel point le mensonge et la manipulation sont la base de cette nouvelle politique de communication: si vous investissez beaucoup de moyens à répéter sans cesse un mensonge, d'aucuns finiront par y croire. On veut ainsi nous faire croire dans cette propagande que 85% des viols sont commis par des étrangers alors qu'ils ne sont que 21.9% en Suisse. En réalité, les deux chiffres ne sont pas comparables: les 21.9% représentent les résidents étrangers qui sont visés par leur initiative alors que dans les 85%, ils ont décidé d'inclure les non-résidents étrangers, qui ne sont pas touchés par leur initiative. Et bien sûr, il n'était pas question d'inclure les chiffres des viols commis par des résidents suisses à l'étranger (par exemple en Thaïlande ou au Kenya où nous sommes les quatrièmes avec 13% des viols... sur les 18'000 mineurs abusés annuellement, selon un rapport de l'UNICEF). Et si nous parlions plutôt des moyens de lutte contre la criminalité, puisque c'est ce que nous ne voulons pas? Quelqu'un a entendu l'UDC à ce sujet? A moins que, vraiment, le fait de nous débarrasser des

étrangers nous débarrassera en même temps de tous les consommateurs de drogues, responsables de réseaux criminels ou autres 91.2% des infractions qui ne sont pas commises par des étrangers domiciliés en Suisse (selon l'Office Fédéral de la Police, 2006).

VERS UNE NOUVELLE COMMUNICATION POLITIQUE

Il est vrai que l'UDC a réussi à mener la politique d'une nouvelle manière, mais lorsque cette bulle d'euphorie aura éclaté, il faudra qu'il reste sur terre des personnes qui auront su innover en matière de communication politique sans en dénaturer la valeur et l'importance. Nous avons donc la mission de cesser d'opposer originalité et contenu, en les conjuguant au travers d'un message clair, mais fondé sur des bases solides. Il est dur de trouver des exemples, mais nous pouvons certainement nous inspirer des films d'Al Gore ou de Michael Moore, que l'on peut bien sûr critiquer à certains égards, mais qui ont beaucoup contribué à sensibiliser des personnes à des questions de fond importantes, tout en les intéressant et les motivant à en discuter en dehors de la salle de cinéma...

Samuel Bendahan

ELECTIONS: «L'AMBLOCHEROISIE» ENVAHIT LA CAMPAGNE



Fonction publique vaudoise: plus d'arbitraire et moins de salaire

Depuis le mois de septembre, le Conseil d'Etat du Canton de Vaud a convoqué les syndicats à deux reprises. Objectif: engager des « négociations » pour mettre en place une nouvelle classification des fonctions (Decfo) et d'une nouvelle grille salariale (Sysrem) à l'Etat de Vaud. Les rares informations disponibles n'ont rien de réjouissant.

Par Suzanne Peters,
Syndicat des services publics -
Région Vaud

En premier lieu, la méthode retenue par les autorités pose problème. La nouvelle grille salariale s'appuie sur une nouvelle méthode de classification des fonctions dont nous connaissons dorénavant les critères et la pondération.

La méthode en vigueur jusqu'ici (celle de 1969) faisait la part belle à des critères principaux «objectifs» pour établir une hiérarchie entre les fonctions. Ainsi, la formation et l'expérience représentaient 35% du maximum des «points» octroyés pour être classifiés. Dans le projet actuel, elles n'en représenteraient plus que 28%. De même, les conditions de travail représentaient 13,5% des «points» contre 12% dans le projet actuel. Soit un total de 48% des points contre 40% dans le projet actuel.

Mais il y a plus, puisque d'autres critères retenus dans la classification précédente disparaissent purement et simplement dans la nouvelle, au profit de critères de type «managériaux» qui permettent *de facto* d'individualiser et de flexibiliser autant que possible la classification des fonctions et les fonctions elles-mêmes. Ces nouveaux critères – largement subjectifs – sont: la «compétence personnelle» (20%), qui comprend l'autonomie, l'initiative et la flexibilité; la «compétence sociale» (20%) qui englobe la communication et la coopération et enfin, la «compétence à diriger et à conseiller» qui recouvre, quant à elle, la conduite et l'aide à la décision et au conseil.

Le projet du Conseil d'Etat supprime donc des critères auxquels il était possible de se référer de façon relativement objective et, surtout, de manière collective.

En lieu et place, il instaure des critères qui sont très largement subjectifs et qui renvoient aux individus bien plus qu'aux fonctions occupées. Or, les autorités excluent toute négociation sur ces critères et les conséquences scandaleuses qu'ils impliquent!

MOINS DE SALAIRE POUR UNE PLUS LONGUE CARRIÈRE

Seconde certitude qui se dégage du projet des autorités: alors que quelques revalorisations salariales, largement insuffisantes, sont promises à certain-e-s, de nombreux-e-s employé-e-s du canton verront leur salaire réel diminuer dans les années à venir!

Cette baisse pourra intervenir par le biais d'une diminution du minimum et/ou du maximum de leur classe salariale tel que fixé actuellement - c'est notamment le cas des maîtres secondaires licenciés et des maîtres de gymnase, des cuisiniers d'hôpital, des premiers infirmiers, etc. Mais elle pourra également résulter de l'étalement prévu du versement des annuités sur trente ans contre vingt ans (en moyenne) actuellement!



Affiche de la SFIO de 1936. Bientôt d'actualité pour la fonction publique?

Et cette deuxième option risquée fort de n'avoir rien d'anecdotique. En effet, de l'aveu même du chef du Service du Personnel de l'Etat de Vaud, toutes fonctions confondues, tourne

autour de... huit ou neuf ans! Autant dire que peu de personnes atteindront réellement le maximum de leur classe de salaire.

Cerise sur le gâteau de cette dévalorisation de certaines professions, celle-ci se double, dans le projet des autorités, d'un mécanisme – dont les contours n'ont pas été précisés à ce jour – et qui viserait à permettre aux autorités «en cas de besoin» de limiter l'accroissement de la masse salariale. Cette option rappelle franchement l'accord salarial conclu il y a trois ans entre les autorités et la Fédération des sociétés de fonctionnaires (FSF), et dont les effets négatifs s'appliquent encore, en partie, sur nos salaires actuels.

Faut-il préciser, pour noircir encore ce sombre tableau,

que l'indexation des salaires dépendra entièrement du bon vouloir des autorités?

MOBILISER POUR NÉGOCIER

En l'état, les Syndicats des services publics (SSP) n'acceptera pas l'introduction d'une méthode de classification qui est synonyme d'un accroissement de l'arbitraire et de l'individualisation des postes. Après plus de quinze ans d'érosion continue du pouvoir d'achat des employé-e-s de l'Etat de Vaud, il n'a pas non plus l'intention d'entrer en matière sur une diminution des salaires réels versés dans la fonction publique ou parapublique, qu'elle soit le résultat d'un étalement des annuités, d'une «mesure de crise» ou d'une diminution pure et simple des salaires nominaux!

En revanche, le SSP est parfaitement favorable à un aménagement de la grille salariale actuelle qui améliore l'ensemble des salaires et qui permette l'introduction au 1er janvier 2008 de vraies revalorisations salariales pour les professions qui, dans le projet actuel du Conseil d'Etat, ne profitent que de manière largement insuffisante.

Afin de donner rapidement à la fonction publique et parapublique (qui sera très rapidement touchée par les mesures prises dans le public) les moyens de contrer le projet qui nous est soumis au cours de négociations dignes de ce nom, le SSP invite les organisations du personnel et les partis politiques à informer largement leurs membres et à se mobiliser sans plus attendre.

BRÈVES

BRÈVES

BRÈVES

BRÈVES

BRÈVES

• Suite à des problèmes lors de l'impression, plusieurs titres d'articles du n°59 ne sont pas parus. Nous vous prions de nous excuser pour le désagrément.

• Notre site fait peau neuve! Anciens numéros, articles étoffés, actualités, collaborations avec d'autres magazines... A découvrir d'urgence:

www.pagesdegauche.ch

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

La Russie en cage

PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOD

Jamais la cote de popularité de Vladimir Poutine n'a été aussi haute, jamais Président démocratiquement élu ne fût pareillement plébiscité à quelques mois de la fin d'un règne de huit ans, sauf peut-être Nelson Mandela. Les moyens colossaux investis dans la communication et la promotion de son œuvre, l'omniprésence de l'homme et de son administration dans tous les rouages de l'économie et de la politique, tout cela devrait annoncer des lendemains « qui chantent ».

Après les années Eltsine – mélange d'anarchie intérieure et d'ingérence extérieure – les efforts de Poutine pour mettre au pas ce que le pays comptait de mafias institutionnelles a plu à une population fortement précarisée par la crise financière de la fin des années 90. Le côté « droit dans ses bottes » et la puissance de l'appareil du FSB (ex-KGB) de l'autre ont fait le reste pour séduire un pays où l'histoire se réécrit au fur et à mesure des dirigeants et des systèmes.

On imagine donc mal le pouvoir russe actuel se sentir menacé de l'intérieur, au vu de la puissance économique et institutionnelle de ses soutiens. Des deux derniers piliers de l'empire, la police secrète et l'armée, ajoutés à ce socle de fortunes nouvelles accordées à bien plaisir, on ne voit poindre aucune menace qui ne puisse être efficacement contrée par le système mis en place au sommet de l'état. Le retour à la lumière opéré sur la scène internationale – à l'échelle régionale ou mondiale – participe également de la volonté de marquer au plus près toute tentative de déstabilisation : des pressions exercées sur l'Ukraine par le biais de l'énergie, comme du jeu démocratique, ou encore l'instrumentalisation des conflits cauca-

siens au profit des intérêts russes, tout participe au nouvel impérialisme russe du XXI^{ème} siècle.

Pour quelles raisons alors ce Président a-t-il cherché à verrouiller de la sorte l'entier du système « démocratique » et économique russe ? En réprimant systématiquement toute possibilité « d'affranchissement » – médiatique, politique ou économique – soit par oukases interposés, par incorporation ou par simple élimination, l'administration Poutine est parvenue à réduire au silence la société civile, à commencer par l'électeur. Elle a aussi pu, en se créant un nombre d'ennemis plus ou moins imaginaires et un costume de tsar à son chef, éviter de répondre aux véritables questions que se posent les Russes depuis la chute de l'URSS : où est passé l'argent des privatisations, les garan-

ties démocratiques, les médias indépendants et les retombées du développement économique ? Où vont les profits des immenses groupes énergétiques nationaux, et qui peut réformer une Armée rouge gangrenée par les mafias et la pauvreté ?

L'opposition démocratique est rendue chaque jour plus compliquée, quand elle n'est pas tout simplement interdite. Cette situation permet d'empêcher le travail de revendication de la société civile face aux difficultés et aux injustices : l'état préfère reprendre à son compte la vindicte populaire par des campagnes anticorruption et légaliste, pour mieux encore étouffer toute critique, et en profiter pour faire le ménage parmi les fonctionnaires. La seule alternative pour l'électeur russe est désormais la version A ou A'

d'une même politique, populiste et nationaliste, plus ou moins xénophobe et anti-occidentale.

Sur le plan économique, le fossé va grandissant entre les intérêts des élites et ceux du peuple, sans parler des problèmes que les « nouveaux capitaux » russes issus essentiellement d'activités « grises » peuvent poser dans le mouvement des marchés mondiaux. Mis sous pression, la plupart des états occidentaux – à commencer par la Suisse – hésitent en effet à adopter une position politique ferme et à réellement mettre en œuvre les mesures de contrôle bancaires qui pourraient stopper l'hémorragie économique russe. La question des Droits de l'Homme est quant à elle prudemment écartée lors des sommets internationaux.

Nicolas Gachoud

Dans l'ombre de Staline

La société russe, aidée par le pouvoir, entretient un rapport trouble avec son passé soviétique.

6

De la «thérapie de choc» au système Poutine

Bref aperçu des réformes économiques de Eltsine à Poutine

7

Poutine reprend en main l'économie

A qui profite vraiment le redressement actuel de l'économie russe ?

8

Réduction du domaine de la lutte

Entretien avec T. Obrecht sur les espaces de résistance en Russie.

9

Démocratie dirigée

Les dérives de la démocratie russe sont-elles si différentes de celles que connaissent les démocraties occidentales ?

10



Baïkal!!! Après des heures de route qui nous font saisir tous le sens des «montagnes russes», après un dernier virage, un premier regard sur l'immensité gelée du plus vieux lac du monde. C'est comme d'arriver à Lhassa, comme le requiem de Mozart, comme la cathédrale de Strasbourg, comme un premier amour. C'est 600 km. de long sur 60 de large, c'est poudré, étincelant, comme une extraordinaire ligne de coke qui attendrait la narine du créateur.

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

Dans l'ombre de Staline

Après la chute de l'URSS, la société russe a tiré une croix sur son passé soviétique. Elle le redécouvre aujourd'hui mais de manière sélective, grâce à un gouvernement qui entend s'en aider pour justifier sa politique actuelle.

C'est peu dire que le peuple russe a entretenu un rapport complexe à son passé. Une première rupture intervient en 1956, lors du rapport Khrouchtchev et de la reconnaissance officielle des crimes du stalinisme. La seconde rupture, c'est bien entendu en 1991, avec la chute de l'URSS. Soudain, «la règle d'airain de l'historiographie soviétique: on ne sait jamais de quoi hier sera fait», selon la formule de l'historien Alain Brossat, est renversée. L'histoire sort de l'époque soviétique discréditée, elle qui a longtemps été un levier de pouvoir pour le régime. C'est la revanche de la mémoire, des témoignages qui, eux, furent fermement réprimés avant 1991. A ce facteur vient s'ajouter celui du traumatisme lié à la fin d'une époque. L'ère Eltsine, les années 90, est donc, selon l'historienne Maria Ferretti, celle de l'occultation, on s'acharne à «effacer les traces d'un passé indésiré et de créer une nouvelle mémoire artificielle».

LE HÉROS STALINE PREND LE PAS SUR LE TYRAN

Qu'en est-il de l'ère Poutine? Occultation il y a, mais elle revêt une autre forme et ne consiste plus simplement en un rejet de la période soviétique. Le phénomène est parlant si l'on observe le sort réservé à l'anniversaire des cinquante années de la mort de Staline. Lorsque le 5 mars 2003, les journaux russes traitent l'événement, aux côtés de la publication d'articles sur le bourreau exécutant à la pelle les «ennemis du peuple», sont publiés en nombre des discours plus impor-

tants relevant la grandeur et l'intelligence du petit père des peuples. D'ailleurs, les qualificatifs utilisés pour désigner Staline sont symptomatiques: «chef», «notre Patron», «guide». Les qualificatifs tels que «tyran» sont bien plus rares.

LE JEU DU POUVOIR

Quelle est la part de responsabilité du gouvernement actuel dans cette évolution? Il se sert allégrement de ce rapport trouble que le peuple russe entretient avec son passé. Sous l'impulsion de Poutine, la société russe fait œuvre de «refoulement sélectif», piochant dans son passé des éléments positifs, servant à (re)construire une identité nationale forte. Faisant appel à un passé glorieux, Poutine peut sans mal justifier les vellétés territoriales de l'Etat russe, en Tchétchénie notamment. Poutine poursuit un objectif simple: réhabiliter implicitement le passé soviétique – et plus spécifiquement stalinien – par une réintroduction de certains de ses symboles. L'historien russe Youri Afanassiev estime qu'il «souhaite normaliser le rapport au communisme historique, non pas de manière critique, non pas rationnellement, mais sans discussion, de manière banale et quotidienne [...]». *Le communisme avec ses crimes et ses malheurs est «relativisé», il est réduit à la formule banale: il y a de tout dans la vie.* C'est ainsi que le président russe a fait adopter par la douma le drapeau rouge comme étendard de l'armée, alors que l'aigle à deux têtes, symbole du tsarisme, reste le symbole du pays.

STALINE RÉHABILITÉ DANS LES MANUELS

«L'un des plus grands leaders de l'époque soviétique»: ce sont les termes qui désignent Staline dans le nouveau manuel d'histoire russe. Les purges des années 30, elles, y sont décrites comme un «mal nécessaire». Quant aux années Eltsine, elles deviennent les heures les plus sombres de l'histoire russe. Ce manuel s'ancre parfaitement dans la nouvelle politique de Poutine qui a appelé les enseignants à privilégier une approche «patriotique» du passé afin que les jeunes soient «fiers» de leur pays.

JW



PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOD

«Nous avons besoin du camarade Staline», 1er mai, St-Petersbourg

C'est lui également qui a réintroduit l'hymne soviétique comme hymne national, puis, récemment, a donné son feu vert à une vision pour le moins positive de Staline dans les manuels d'histoire (cf. encadrés).

LE DEVOIR DES HISTORIENS

L'absence d'une société civile et la réhabilitation partielle du stalinisme rendent défaillant l'esprit collectif de la société russe et poussent la population à confier sa destinée à un chef charismatique. Évidemment, l'exploitation d'un passé mythifié à des fins politiques n'est pas l'apanage de la seule Russie; la Suisse et son passé largement reconstruit en sait quelque chose. Néanmoins, le problème est plus cru encore en Russie, un pays qui a connu un rapport au passé particulièrement difficile et changeant. Au-delà du travail de mémoire, il s'agit, pour les Russes, de réaliser un travail d'histoire. Les historiens

ont du pain sur la planche: ils vont devoir arracher la compréhension de la période soviétique des mains du gouvernement qui l'utilise pour justifier sa politique actuelle. Pour ce faire, ils doivent réussir à passer d'une représentation mémorielle à un travail objectif de l'histoire. Longtemps outils au service du pouvoir, les historiens ont l'occasion, aujourd'hui, de réhabiliter leur science. Les mots de Georges Orwell n'ont jamais été aussi actuels: «Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur.»

Julien Wicki

A LIRE

L. Tanguay, *Usages politiques du passé à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort de Joseph Staline*, www.celat.ula-val.ca/histoire.memoire (toutes les références des citations s'y trouvent)

HYMNE RUSSE, EUH... SOVIÉTIQUE... NON, RUSSE

Après la révolution de 1917, l'ancienne hymne tsariste est remplacée par l'Internationale, celle-ci à son tour remplacée par un texte que Staline, en pleine deuxième guerre, voulait plus patriotique. C'est le poète Sergèï Mikhalkov qui emporte le concours, donnant naissance à l'hymne soviétique. En 1977, celle-ci subit une première révision: toute référence à Staline est gommée. En 1991, elle est abandonnée mais n'est jamais clairement remplacée. Poutine a donc décidé... de la réintroduire en réécrivant légèrement les paroles grâce à un concours lancé en 2000. Qui en fut le gagnant? Mikhalkov, alors âgé de plus de 80 ans.

JW

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

De la «thérapie de choc» au système Poutine



Oulan-Oude, capitale de la Bouriatie (Si, si!)

PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOUD

Après l'accession au pouvoir de Boris Eltsine en 1991, le gouvernement russe a suivi à la lettre les mesures économiques de transition libérale préconisées par les conseillers du FMI et les institutions financières occidentales. C'est sous l'impulsion du premier ministre Egor Gaïdar et de ses successeurs que fut mise en œuvre la fameuse «thérapie de choc» à partir de 1992. Celle-ci s'appuyait sur quatre axes: 1) la libéralisation des prix; 2) l'ouverture à la concurrence internationale; 3) la réduction des dépenses de l'Etat; 4) les privatisations des entreprises d'Etat. Cette transition libérale déboucha sur la prise de pouvoir économique et politique par une petite caste d'«oligarques» et sur la profonde détérioration des conditions de vie de la grande majorité de la population.

LA PRISE DE POUVOIR DES OLIGARQUES

L'«ère Eltsine» de 1992 à 2000, avec une réélection en 1996, s'est caractérisée par l'influence considérable des conseillers occidentaux, en particulier des Etats-Unis, et la montée en puissance des oligarques, les anciens bureaucrates de l'appareil d'Etat soviétique convertis au capitalisme.

Au moment de la dissolution de l'URSS, il existait deux

manières de partager les richesses de l'Etat. Une première voie était de distribuer les richesses entre les citoyens. Entre 1992 et 1994, des coupons, censés permettre aux travailleurs de racheter leurs usines, ont été distribués à la population. Cette distribution s'est rapidement révélée être une farce amère pour l'immense majorité de la population qui s'est retrouvée face à des actions d'entreprises qui avaient perdu toute valeur. Parallèlement, une minorité de cadres et de managers arrivait à tirer profit de ces privatisations grâce à une connaissance intime de l'appareil de production, et à prendre le contrôle de grandes entreprises pour une bouchée de pain, souvent grâce à des moyens financiers provenant de l'Ouest.

La deuxième manière de partager les richesses a été beaucoup plus radicale. A partir de 1994, Eltsine mit aux enchères des participations dans les entreprises publiques. En réalité, la propriété publique a été largement bradée à des prix proprement scandaleux. Un exemple célèbre est l'entreprise Norilsk Nickel (n°1 mondial du cuivre) dont 38% des actions ont été cédées pour quelques centaines de millions de dollars, alors que le chiffre d'affaires annuel de la firme était de 2,5 à 3 milliards de dollars en 1995. Le but de cette manœuvre

De la transition libérale du début des années 1990 à la reprise en main de l'économie par Poutine, bref aperçu des réformes économiques depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

n'était pas de rétablir les comptes de l'Etat, mais visait à la création immédiate d'une classe capitaliste en Russie.

Lors des processus de privatisation, une petite caste d'anciens apparatchiks du régime réussit ainsi à prendre le contrôle pour une bouchée de pain des grandes entreprises étatiques des secteurs clés de l'économie russe, en particulier dans les secteurs des hydrocarbures (pétrole et gaz), de la banque et de la presse. Cette période de transition pour la société russe mit en évidence les collusions d'intérêts directs entre les intérêts financiers occidentaux et la nouvelle caste des oligarques.

LA POPULATION PAÏE LES POTS CASSÉS

Cette transition brutale vers le capitalisme, sans règles et gangréné par les copinages, suscita une profonde hostilité de la population envers le libéralisme économique, mais aussi contre l'idée même de démocratie. Au milieu des années 1990, la perspective de plus en plus sérieuse d'une victoire du candidat du parti communiste Zyouganov à l'élection présidentielle de 1996 conduisit les oligarques à tout mettre en œuvre, notamment grâce à leur contrôle des principaux médias, pour assurer la réélection de Boris Eltsine, qui avait atteint des records d'impopularité en 1995. En contrepartie de leur soutien, les oligarques furent récompensés par un accès encore plus direct au cœur du pouvoir politique, à travers la nomination de plusieurs de leurs représentants.

Le démantèlement de l'Union soviétique signifia la perte de statut de grande puissance pour la Russie, et une atteinte portée à la fierté nationale. De plus, la phase

de transition des années 1990 se matérialisa par une profonde détérioration des conditions de vie de la grande majorité de la population russe: une forte progression des inégalités sociales, l'apparition d'une pauvreté de masse, la remise en cause de certaines prestations de base, comme l'accès aux services de santé et aux biens de première nécessité, des niveaux de retraite incapables d'assurer un minimum vital, la diminution de l'espérance de vie ou encore le développement de la criminalité. La situation se détériora encore après la crise financière de 1998: les dettes publiques étaient considérables et le PIB de l'économie russe était nettement inférieur à celui de la fin de l'époque soviétique.

L'ÉLECTION DE POUTINE

La nomination de Vladimir Poutine, formé au KGB et très hostile au démantèlement de l'URSS, au poste de premier ministre en 1999, puis son élection à la présidence en 2000, avec le soutien des oligarques, marque un tournant politique.

D'une part, il restaure l'autorité de l'Etat central par rapport aux régions avec des aspirations séparatistes. D'autre part, il n'hésite pas à se retourner contre ses «riches supporters» après son élection, en reprenant le contrôle de certaines entreprises contrôlées par des oligarques qui pouvaient lui faire de l'ombre: le groupe Media-Most, contrôlé par V. Goussinski, fut repris par l'entreprise d'Etat Gazprom; idem pour Beresovski qui s'exila en Angleterre et Mikhail Khodorkovski, à la tête de l'entreprise Youkos, qui fut mis en prison, en même temps que l'Etat reprenait le contrôle de sa société.

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

Poutine reprend en main l'économie

Vladimir Poutine est largement crédité d'avoir stabilisé l'économie russe depuis 2000. Cette croissance nouvelle se fait néanmoins sur des bases fragiles et ne profite pas à tout le monde.

La Russie est sortie exsangue des années Eltsine. Les idéologues néo-libéraux, que Joseph Stiglitz a appelé les «*bolchéviques de marché*», ont imposé une «*thérapie de choc*». La dérégulation quasi-totale de l'économie et les privatisations massives, ont fait chuter de manière dramatique le niveau de vie. Au plus fort de la crise (en 1998), le PIB russe était équivalent à 60% du niveau de 1990. Les conséquences sociales de cette crise ont également été douloureuses: un des plus forts taux de suicide, de meurtre et de criminalité au monde. Alors que vers 1989 l'espérance de vie était de 70 ans, en 1995 elle s'était effondrée à 64 ans. Parallèlement, la corruption s'est infiltrée à tous les niveaux de l'Etat, faisant chuter encore son efficacité et son unité.

REBOND ÉCONOMIQUE?

A la fin des années 1990 la Russie semblait sur le point d'implor-

ser. C'est dans ce contexte que prend place, en 2000, l'élection du successeur désigné de Eltsine: Vladimir Poutine. Rapidement, la situation économique se stabilise, et la croissance repart à la hausse, avec un taux supérieur à 5% par an. L'inflation est tenue sous contrôle, les comptes de l'Etat affichent un solde positif, et l'investissement redémarre (quoique dans une proportion moindre que la consommation). En parallèle, si les taux de suicide et de meurtres chutent, la criminalité connaît un renouveau. L'embellie serait due au fait que Poutine aurait dévié de la politique néo-libérale pour mettre en œuvre une reprise en main des entreprises privatisées par l'Etat. La part de l'Etat dans l'économie a ainsi augmenté (passant de 20% à 35% entre 2003 et 2007) et de nombreux secteurs stratégiques (énergie, res-

PHOTO © ANNE-LISE VULLIQUOUD



Sourire et omoul, tous deux endémiques au Baïkal.

sources naturelles,...) sont désormais sous contrôle du gouvernement. Poutine est également crédité d'avoir évité la désagrégation totale du pays. Par une politique centralisatrice, il a mis au pas les potentats régionaux et réussi à recréer l'apparence d'un Etat central fort. A cet égard la guerre sanglante en Tchétchénie (que Poutine n'a pas débuté, mais qu'il prolonge) a toutes les apparences d'une démonstration de force à usage interne.

OU APPARENCE DE REBOND...

Néanmoins, cette reprise connaît des limites. Le cours nouveau n'a pas encore permis à la Russie de retrouver le niveau de PIB, d'investissement et d'espérance de vie qui étaient ceux de la fin de l'URSS. La croissance est fragile car reposant sur des bases instables (prix des matières premières, rouble sur-évalué, ...). Les revenus de l'Etat, enfin excédentaires, ne sont pas utilisés pour développer les infrastructures publiques, l'éducation, les routes, etc., mais pour payer les dettes et baisser les impôts. Les inégalités de revenus inter-régionales augmentent fortement, de même que les inégalités sociales. Au final, il y a certes eu stabilisation et croissance de l'économie sous Poutine. Mais cette embellie n'est de loin pas partagée par tous. En fait, l'écart entre la situation économique des nouveaux riches (dont les «oligarques»; cf. encadré) et du reste de la population va croissant.

Mais cette opposition économique ne se traduit pas dans une opposition politique, Poutine recueillant régulièrement 80% d'opinions favorables dans la population.

Si les explications du type de «l'âme russe» sont légion pour expliquer le maintien au pouvoir d'un autocrate, elles n'en sont pas moins racistes et insatisfaisantes. En réalité, la structure autocratique actuelle du pouvoir (quand bien même elle a un soutien effectif dans la population) sert les intérêts de la classe capitaliste et ne participe que très marginalement à l'amélioration des conditions de vie de l'immense majorité. Il est bien évident que la quasi-disparition de la démocratie en Russie, le musellement de l'opposition, ainsi que le laminage du mouvement ouvrier pèsent lourdement sur les possibilités d'organisation et de revendication des travailleurs, ainsi que sur la contestation du pouvoir. Au profit des plus riches.

Romain Felli

POUTINE ET LES OLIGARQUES

Les oligarques (cf. p.7) qui ont réussi à profiter des «privatisations» de l'ère Eltsine (en 1992-1994 essentiellement), entretiennent une relation ambiguë avec l'Etat russe. Pour certains commentateurs, Poutine est l'homme qui a su tenir tête aux oligarques et contrôler leurs abus. L'emprisonnement de Khodorkovski (ancien PDG du groupe Youkos) serait emblématique de cette reprise en main. Elle s'est aussi traduite par une attaque contre la liberté d'expression et la fermeture de médias contrôlés par certains oligarques lui faisant de l'ombre. En fait, sans aller jusqu'à remettre en cause les privatisations, Poutine aurait réussi à faire tenir leurs engagements fiscaux et sociaux à ces oligarques.

D'autres commentateurs, plus critiques, relèvent que Poutine, sous des apparences intransigeantes, a en fait amené à son terme le processus d'imbrication entre l'élite capitaliste et l'Etat. Il a mis l'Etat russe au service des oligarques. Pour Tony Wood, il existe une symbiose entre Etat et capitalistes «dans la forme néo-patrimoniale qu'a pris le capitalisme en Russie. Car l'Etat a été la structure essentielle par laquelle les capitalistes ont poursuivis leurs intérêts – en utilisant son administration pour assurer les privatisations; faciliter les rachats hostiles (parfois de manière armée); ruiner les concurrents et laver l'argent sale; cacher les dettes fiscales; et même pour agir comme compagnie de sécurité contre le crime organisé».

RF

A LIRE

Vladimir Popov, «Russia Redux?», *New Left Review*, n° 44, 2007.

Tony Wood, «Contours of the Putin Era», *New Left Review*, n° 44, 2007.

Jacques Sapir, «Quel bilan économique pour les années Poutine en Russie?», CEMI-EHESS, 2007.

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

Réduction du domaine de la lutte

Correspondante de 1991 à 1996 de la RSR à Moscou, Thérèse Obrecht à poursuivi sa relation avec la Russie depuis, continuant d'y interroger ses acteurs de l'ombre, résistants, victimes et militants. Auteure en 2006 de Russie, la loi du pouvoir : Enquête sur une parodie démocratique, elle analyse les carences des droits du citoyen, les manquements de l'Etat et surtout, décrit les actes de courage de Russes célèbres ou anonymes engagés pour la défense de libertés.

Pour Thérèse Obrecht, «Lors de la manifestation-anniversaire en hommage à Anna Politkovskaïa, j'ai été frappée par la virulence des gens – et leur nombre, 2000!». L'épisode de l'assassinat de cette journaliste (le 21ème du genre depuis l'accession de Poutine au pouvoir) spécialisée dans la dénonciation de la corruption et des atteintes aux droits de l'Homme, avait ébranlé jusqu'au plus haut niveau l'Etat russe, et frappé l'opinion bien au-delà des frontières. La disparition de la rédactrice de la *Novaïa Gazeta* a en ce sens bien plus inquiété la Présidence que les écrits publiés de son vivant. Mais les «manifestations virulentes» envers le pouvoir sont l'exception: placée sous haute surveillance par la police russe comme par les médias étrangers, ce rassemblement fut pour un court instant une sorte d'îlot dans un flot de répression.

MÉDIA SOUS PRESSION

«Aujourd'hui il n'y a plus d'information libre à destination du grand public. Il reste quelques publications, mais sans audience importante. Il y a un contrôle total du pouvoir sur l'information.» Quelle alternative alors? «Internet. Aujourd'hui 12 à 15% de la population est connectée et y a un accès libre. Mais la culture de l'information n'est pas la même que chez nous: les gens n'ont pas ce besoin d'un accès immédiat et le plus diversifié possible. La plupart se contentent donc des médias officiels.» Et s'en accommodent.

«Les gens sont résignés, ils se disent que ça recommence et se replient chez eux, en essayant d'abord de survivre économiquement.» Que sont devenus alors

les espoirs nés du début des années 90? «Les gens tenaient à la démocratie. Mais rapidement, à cause de la déchéance de Eltsine et de la triche généralisée qui a vu sa réélection avec l'aide des oligarques, les gens ont fait l'amalgame: si c'est ça la démocratie, à quoi bon?». De même, «la floraison de la presse durant les années 90 a accompagné la montée en puissance des oligarques, mais n'a pas assuré une information de meilleure qualité». Dès lors, au premier coup de semonce, les rares espaces de liberté que s'étaient créés quelques journalistes au sein de groupes de presse furent inévitablement condamnés, sous peine de confiscation des numéros et de suspension d'antenne, au mieux, sans parler des groupes ouvertement opposés au pouvoir de Vladimir Poutine, littéralement évincés du paysage médiatique russe.

LA MENACE FANTÔME

Malgré ces premiers coups de semonce et l'audience passablement réduite des derniers pôles de critique du régime, pourquoi Poutine poursuit-il pareil musellement des médias, abolissant successivement les émissions en direct, emprisonnant ou envoyant en exil les journalistes, intervenant à l'antenne pour dénoncer les incuries de son propre système? Pour Thérèse Obrecht, qui vécut la chute de l'empire soviétique, «l'escalade dans le système répressif est notamment lié aux événements d'Ukraine et aux «révolutions colorées». Il ne faut pas oublier que 60% des hauts fonctionnaires nommés par Poutine sont issus du KGB, et donc de la mentalité qui en résulte».



PHOTO©ANNE LISE VULLIQUOD

«Summertime» ou les petits plus de la 3ème classe.

«CA RECOMMENCE...»

Cette culture de la paranoïa guiderait donc les choix actuels tendant vers le verrouillage de l'ensemble du pays? «Ces gens ont été formés et ont vécu dans la peur de l'étranger et en dehors de tout système de justice indépendant», menant à des réflexes hérités d'un passé soviétique, que ce soit dans les mises en scène du pouvoir ou les méthodes de répression.

Le «terrorisme tchétchène» - avec toutes les questions en suspens sur sa réalité et sa construction médiatique par la pouvoir - a permis aux services secrets d'étendre à l'ensemble de l'activité du pays sa surveillance. Le FSB – ex KGB, dont est issu Poutine – est désormais situé aux dessus des autres services de l'état, allant jusqu'à coordonner l'ensemble du système exécutif. Le positionnement des hommes du Président (et l'éviction des «civils») dans l'ensemble des commissions de surveillance et de sécurité dépendant directement de la Présidence laisse à croire que l'entier de l'appareil policier est aujourd'hui sous contrôle du pouvoir central. La répression peut ainsi être dirigée selon les intérêts directs de la présidence,

sans aucun intermédiaire comme le parlement ou les pouvoirs régionaux.

FUITE EN AVANT

Mais une autre raison du verrouillage frénétique de l'actuel Président en fin de mandat, c'est sa méfiance envers un système rendu instable par sa propre faute. «La loi ne fonctionne pas, il n'y a donc aucune institution stable à même de garantir un état de droit. Poutine, en ayant fait ce qu'il voulait, laisse à son successeur la possibilité de faire de même, c'est un risque qu'il ne peut pas courir», constate finalement Thérèse Obrecht. D'où l'omniprésence médiatique du Président à tous les niveaux – de la scène politique internationale aux questions locales – et ses déclarations fracassantes (et constitutionnellement problématiques) sur sa participation en tant que tête de liste pour les élections de décembre à la Douma, ou encore ses velléités de devenir premier ministre au printemps prochain. Rester au plus près du sommet, voilà désormais la tâche de Vladimir Poutine, l'homme – peut-être – le plus puissant du monde.

Propos recueillis par
Nicolas Gachoud

DOSSIER: LA RUSSIE EN CAGE

Démocratie dirigée

La «démocratie directe» prend grâce à Vladimir Poutine une nouvelle dimension, chaque jour un peu plus violente et...directe! Les conseillers en image du Président sont parvenus en huit ans à faire passer la «marionnette» au statut de Tsar populaire et intouchable. Dans un pays sans véritables références démocratiques, l'administration Poutine a investi tous les étages de l'appareil d'état et tous les pouvoirs: il n'est pas de tribunal pouvant échapper, au besoin, à une injonction du pouvoir central, pas de crime de lèse majesté qui puisse rester impuni.

D'un point de vue démocratique, la Russie est revenue au stade précédent la révolution de 1917: la Douma est en l'occurrence une création de 1905, un enfant bâtard de l'Empire russe à l'agonie et de la démocratie sociale balbutiante. Une sorte d'Etats Généraux, où les postes s'achètent, une chambre consultative du pouvoir, sans réelle autonomie et sans débat. Depuis 2006, le pouvoir a même réintégré l'équivalent de l'ancien «Conseil d'empire», sous la forme d'une «Chambre Publique de Russie». Sensée être constituée de membres de la société civile, composée de membres désignés pour un tiers par la Présidence, cette chambre fantoche devrait surveiller la «validité» des mesures votées par la Douma et la régularité des actes de l'administration. Si son efficacité n'a jamais été démontrée – les parlementaires lui ayant refusé un certain nombre de prérogative dans un mouvement de défiance sans précédent, son existence résume bien la vision de M. Poutine envers le corps législatif.

LE MONDE À L'ENVERS

A ses yeux ce dernier est responsable de la plupart des cas de corruption, de la mauvaise santé de l'économie et de la proclamation de lois iniques, quand bien même la plupart sont votées par ordre du pouvoir. Vladimir Poutine a beau jeu de dénoncer la cupidité des élus régionaux et nationaux, alors que les sommes exigées en «caution» dans les régions rendent le droit à l'éligibilité quasiment censitaire, allant de 2 à 90 millions de roubles (75'000 à 3,5 millions de dollars). L'interdiction de créer des partis régionaux et interrégionaux, l'obligation d'avoir des sections constituées dans au moins la moitié des «secteurs» (18 en tout) et de passer le cap des 50'000 membres, ont fait passer subitement de 46 à 18 le

nombre de partis. Impossible dans ces conditions de ne pas bénéficier de généreux mécènes – souvent les grands groupes gaziers ou pétrochimiques. D'autant que les «ONG» russes comme étrangères ayant bénéficié de financement régionaux ou extérieurs ne peuvent soutenir pécuniairement un candidat.

Le droit d'éligibilité est désormais devenu un privilège en dehors des partis dominants et pro-Poutine. Et le droit de vote n'est pas mieux protégé: face à la limitation drastique des listes et des candidats, la possibilité d'un boycott est devenu virtuellement inopérant. Fin 2006, une loi fédérale a supprimé le seuil minimal de 20% requis pour les scrutins législatifs, seuls restant le quorum de 50% pour l'élection présidentielle. Néanmoins, même dans ce dernier cas de figure, un boycott massif serait compensé par les fraudes régulièrement constatées allant du bourrage d'urne aux machines automatiques de vote erratiques. Autre point ramenant à des pratiques «soviétiques», des groupes de personnes sont désormais interdits de vote. Ce sont les personnes accusées «d'extrémisme» (terme régulièrement utilisé dans la lutte contre les fractions d'extrême droite comme de gauche), ainsi que tout citoyens russes ayant une double nationalité ou projetant de s'établir à l'étranger.

BACK IN THE USSR

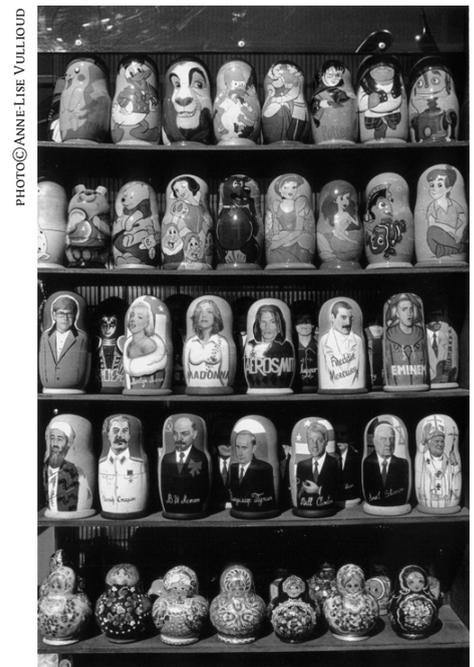
Ces chicanes légales sont des mesures efficaces qui viennent s'ajouter à un recentrage massif du pouvoir vers son cœur – l'exécutif – au détriment de la structure fédérative et de la séparation des pouvoirs. L'abolition de l'élection des gouverneurs de régions – désormais désignés directement par le Président – a porté un coup fatal à l'attractivité du droit de

vote comme outil de revendication, de même que l'interdiction des partis locaux ou «sectoriels» cités plus haut. Les partis de retraités ou d'anciens militaires qui s'étaient constitués ont été ainsi dissous dans les ensembles plus grands des partis nationaux, dont le parti présidentiel.

L'objectif de faire de *Russie Unie* le parti majoritaire à la Douma (il est actuellement situé à 40%) demande une mobilisation forte cet hiver: en construisant son parti de manière à en faire l'unique voie d'accès au pouvoir – et à ses avantages – Vladimir Poutine recrée un parti unique, permettant carrière, richesse et prévention du pouvoir envers ceux qui s'y rallie. En raccourcissant le lien entre le peuple et lui – par les médias comme par «le» parti du Président – M. Poutine séduit les masses, tout en se défaussant sur les politiciens et l'ensemble du de l'Etat. Les attaques répétées contre des juristes jugés trop zélés à défendre les oligarques en disgrâce, ou la corruption des juges, mènent une majorité de la population à percevoir tout ce qui provient du Kremlin comme la défense de leurs intérêts face à l'élite.

MORALITÉ(S)

Les abus et manoeuvres répétées de l'administration présidentielle russe ces dernières années ne sont pas sans rappeler des faits similaires au sein d'exécutifs occidentaux: guerre contre le terrorisme, omniprésence médiati-



Poupées de Russie ou d'ailleurs. Vous êtes plutôt contes de fée, star system ou voyous de bas étages?

que et non-respect de la séparation des pouvoirs sont des tendances de fond au sein des démocraties. Dès lors la notion de démocratie «dirigée» prend tout son sens au regard des événements récents (et sans doute de ceux à venir); loin de nous l'intention de faire croire que la Russie est un pays arriéré et démocratiquement ingouvernable, cette dégénérescence de la démocratie devrait nous interpeller sur le devenir de nos propres systèmes, et les intérêts que représentent véritablement ceux qui se réclament trop facilement du peuple et de la nation.

Les résultats des scrutins législatifs de décembre donneront sans doute une image plus nette de ce que le système deviendra après le départ de M. Poutine de la Présidence, et des acteurs qui y participeront. A moins que d'ici là un événement «improbable» vienne à nouveau brasser les cartes.

Chili: «Des ténébres de la dictature à l'obscurité de la Concertación»

Voilà dix-sept ans que Pinochet a cédé le pouvoir. Mais ce départ «volontaire» lui a permis de laisser en place un système complet auquel le gouvernement de centre-gauche ne semble pas vouloir s'attaquer sans une pression continue de la société civile.

Le 5 octobre 1988, en refusant, à 56% la réforme constitutionnelle de Pinochet, les Chiliens remettent leur pays sur les rails de la démocratie. Quelques mois plus tard, Patricio Aylwin – de la démocratie chrétienne – devient le premier président élu depuis Salvador Allende, seize ans après le coup d'état militaire. Dès lors, les présidents issus de la *Concertación* de centre gauche (parti socialiste, parti radical et démocratie chrétienne) se sont succédés au pouvoir, l'emportant systématiquement sur les candidats de la coalition de droite, l'*Alianza*, grâce au soutien, lors des deuxièmes tours, de la gauche extra-parlementaire *Juntos podemos* (dont les principales composantes sont le parti communiste et le parti humaniste).

UNE DÉMOCRATIE NÉGOCIÉE

Certes, il est merveilleux d'avoir fait élire une femme socialiste à la présidence mais cela suffit-il pour faire du Chili le pays progressiste que l'on nous vend en Occident? En observant les structures du pays, on se rend compte que celui-ci a peu évolué depuis le retour de la démocratie. En dix-sept ans de pouvoir, la *Concertación* n'a pas su – ou voulu – se débarrasser entièrement de l'héritage de la dictature. En effet, la dictature a négocié son départ et l'instauration de la démocratie a résulté d'un pacte entre les militaires et les partis politiques.

Sur le plan économique, la dictature a fait du Chili, dans les années 80, un laboratoire néolibéral. La *Concertación* n'a pas remis en cause cette politique; elle en a assuré la continuité en adhérant sans réserve au Consensus de Washington de 1989, pacte se proposant d'appliquer les recettes néolibérales aux pays émergents, d'Amérique Latine notamment. Sur le plan du droit du travail, la

dictature a tenté de briser toute velléité syndicale en mettant en place une législation qui ne permet les négociations qu'au niveau de l'entreprise. Malgré la non-conformité de cette disposition aux règles fixées par l'Organisation Internationale du Travail qui garantit la possibilité de pouvoir négocier par secteur, les gouvernements démocratiques successifs la font perdurer.

Sur le plan politique, la dictature a bâti une constitution dont la pierre angulaire est l'exclusion: le système majoritaire règne en maître et ne permet que l'existence de deux grandes formations. Une réforme de la constitution est réclamée à grands cris par l'opposition de gauche et par une part de la *Concertación* mais sans succès jusqu'à présent.

Au niveau de la formation, ce n'est guère mieux: la loi qui régit actuellement l'éducation fut concoctée par Pinochet et représente ce qui se fait de plus néolibéral en la matière: un réseau d'universités privées dont le seul outil de sélection est l'argent et un enseignement public en manque structurel de financement forment la colonne vertébrale du système.

Derrière un discours politique qui clame régulièrement «la fin de la transition», «le retour de la démocratie», les chiliens ne s'y trompent pas. Ils ne sont que 31% à faire confiance au gouvernement, 17% aux tribunaux, 13% au congrès et 7% aux partis politiques. Dix-sept ans n'ont pas suffi pour que la population accorde crédit à ses institutions.

TEMPS DE CONTESTATIONS

Si, dans les premières années de la démocratie, toutes les forces progressistes – sous forme d'union sacrée – furent tournées vers la reconstruction du pays, la grogne monte. Au printemps 2006,

ce sont les lycéens – surnommés *pinguinos* en raison de leurs uniformes – qui initièrent la première contestation d'envergure contre le gouvernement, réclamant la refonte du système d'éducation. Manifestations, grèves et répressions se sont succédées jusqu'à ce

...une victoire syndicale qui fera date dans l'histoire post-dictatoriale du Chili...

que le gouvernement accepte de lancer une réforme dans laquelle il est empêtré aujourd'hui encore. Au printemps passé, ce sont les travailleurs forestiers qui se mobilisèrent contre leurs conditions de travail et leur bas salaire, poussant le géant de la branche, *Bosques Arauco*, à négocier. Enfin, un conflit historique a ébranlé, tout l'été, le secteur du cuivre, une ressource-clef du Chili qui en est le premier exportateur. Les ouvriers des sous-traitants de *Codelco*, l'entreprise publique possédant quelques-unes des plus grandes mines, ont fait grève pendant plus d'un mois pour réclamer un salaire et des conditions de travail équivalents à l'entreprise commanditaire. Le conflit a été long et difficile mais les ouvriers ont finalement

obligé *Codelco* à négocier sectoriellement. Malgré des revendications revues à la baisse, c'est une victoire qui fera date dans l'histoire post-dictatoriale du Chili.

LA MENACE PINOCHETISTE

La *Concertación* est à bout de souffle. Sa gauche rechigne de plus en plus à lui accorder un soutien et les dossiers à son encontre s'accumulent. L'éditeur chilien Rolando Carrasco dit de son pays qu'il est passé «des ténébres de la dictature à l'obscurité de la *Concertación*». Les ténébres, elles, ne sont jamais loin. Le candidat malheureux de la droite – et riche homme d'affaire – Sebastian Piñera est déjà entré en campagne pour les prochaines élections. Et celui qui est surnommé le «Berlusconi chilien» a de très sérieuses chances. Le danger est de taille: l'*Alianza*, dont il fait partie, comporte des composantes clairement pinochetistes. Le mouvement social chilien en reconstruction sera-t-il à même de lui barrer la route? Rien n'est moins sûr et la *Concertación*, en n'ayant pas su s'attaquer à l'héritage de la dictature, porte la lourde responsabilité de cette situation.

Julien Wicki

UN DIFFICILE TRAVAIL DE MÉMOIRE

Confronté à son passé récent, le Chili oscille entre «réconciliation» et «oubli». Il n'y a guère que les personnalités dont le rôle de tortionnaires a pu être clairement établi qui ont été inquiétées. Pinochet lui-même a été accueilli avec tous les honneurs dus à son statut de sénateur lors de son retour au pays et suite à ses ennuis avec la justice anglaise.

Quant aux ex-prisonniers politiques, une commission nationale a préconisé, notamment, le versement d'une pension permettant à celles et ceux qui avaient enduré prison et torture très souvent suivies d'années d'exil de pouvoir bénéficier d'une pension leur permettant de vivre. Quelle fut la réponse du gouvernement? L'équivalent de 200\$ par mois, un geste qui se voulait «symbolique». Difficilement compréhensible de la part du gouvernement de Ricardo Lagos, qui se présentait comme l'héritier d'Allende.

JW

Quelle économie pour l'écologie?

En Assemblée des délégués, les Verts suisses ont adopté le 24 août dernier une «résolution pour la transformation écologique de l'économie». Retour sur ce texte.

La nouvelle résolution sur l'économie adoptée par les Verts comprend une palette de propositions devant participer à une meilleure prise en compte de l'écologie dans l'économie. La fiscalité écologique constitue la colonne vertébrale de ces mesures. Le principe en est très simple: les comportements irrespectueux de l'environnement sont taxés par un malus, reversé aux acteurs qui, au contraire, font des efforts. La réforme fiscale de l'économie va s'imposer petit à petit comme une nécessité, n'en déplaise à certains lobbys réactionnaires, encore très puissants au Parlement. Les actes écologiques volontaires restant en effet très minoritaires, il devient urgent de poser des conditions-cadres infléchissant les comportements des agents du système économique.

Une réforme fiscale écologique nécessite la prise en compte des coûts sociaux, des standards environnementaux, de l'encouragement à l'innovation technologique, etc. L'ensemble de ces mesures sont listées dans la résolution des Verts suisses. Elles sont primordiales et doivent être mises en œuvre sans tarder, mais elles ne constituent qu'un premier pas. Les Verts se doivent de mener la réflexion plus loin et de faire preuve d'une innovation particulière sur ces questions de rapport entre économie et écologie.

LE MARCHÉ N'EST PAS TOUT...

Le premier regret face à cette résolution découle de la manie – commune à la quasi-totalité de la classe politique – de vouloir tout ramener à une logique de marché. Une taxe par ci, une bourse de permis de polluer par là, comme si aucun autre cadre de pensée n'était envisageable. Il ne s'agit pas de prôner

le retour à l'économie planifiée soviétique, mais bien de laisser une place pour des activités «hors marché», telles que les formes d'activités de l'économie «sociale et solidaire». Une troisième voie – ni économie capitaliste, ni économie planifiée – est donc possible. L'idée centrale est d'organiser une activité économique de manière telle que les principes de l'économie capitaliste (recherche du profit,

Sans mécanisme fort de redistribution des richesses, la croissance n'est que poudre aux yeux.

primauté de l'intérêt des actionnaires, vision à court terme) n'aient plus cours. C'est cette vision qui se cache derrière bon nombre de coopératives et d'associations à but non lucratif et qui sous-tend l'action des services publics. Mais ces formes d'activités restent fort timides en Suisse et mériteraient d'être plus répandues.

La deuxième réserve tient au fait que l'on ne peut plus faire l'impasse sur une réflexion globale au sujet de l'idéologie économique dominante. La croyance que la croissance permet à elle seule de réduire la pauvreté est totalement erronée. De nombreux politiciens bien-pensants invoquent à tout va le dogme selon lequel la croissance produite par les riches se répercuterait dans toute la société.

Cette théorie, largement considérée comme inexacte, a la vie dure. Pourtant, les exemples l'infirmant ne manquent pas dans l'actualité, à l'instar de la Chine, dont la croissance fulgurante est accompagnée d'une augmentation criante des inégalités. L'enrichissement d'une minorité

entraîne ainsi la précarisation de la grande majorité de la population, car les investissements se concentrent uniquement là où les besoins en aide sociale sont les plus faibles. Sans mécanisme fort de redistribution des richesses, la croissance n'est que poudre aux yeux.

...LA CROISSANCE NON PLUS

Une remise en question de la croissance en tant que leitmotiv politique n'implique toutefois pas de retomber dans les ornières du discours décroissant. La simple décroissance quantitative n'apporte aucune garantie d'une société plus juste et plus écologique. Ni la croissance, ni la décroissance ne sont en soi des remèdes aux questions de justice sociale et environnementale. La priorité doit être mise sur les mécanismes permettant d'une part que la richesse produite soit répartie plus équitablement, d'autre part que la production de cette richesse soit dissociée de la consommation d'énergie.

Enfin, et c'est la troisième faiblesse de ce programme économique, il ne faut manquer aucune occasion de réaffirmer avec force que la consommation effrénée n'est pas le remède à tous les maux. L'actualité politique de cet automne est très révélatrice à cet égard: alors qu'en 2003 la gauche proposait de fixer 4 dimanches «sans voitures» par année, le Conseil National, le 26 septembre dernier, a voté la libéralisation de l'ouverture des commerces... également pendant 4 dimanches par an. Voilà bien deux visions de société totalement opposées. «Consommez davantage et vous serez plus heureux!» clament les partis de droite en cœur! La belle affaire...

Raphael Mahaim

Initiative contre la violence des armes: le point

Au début du mois de septembre a commencé la récolte de signatures pour l'initiative «Pour la protection face à la violence des armes». Quatre exigences concrètes s'en dégagent: le dépôt des armes militaires dans des arsenaux, la démonstration d'une utilité réelle pour pouvoir acquérir une arme, le dépôt des munitions inutilisées, la création d'un registre national des armes en circulation. Dans un pays qui compte 2.3 millions d'armes à feu modernes dans les foyers - dont les trois quarts ont été distribués par l'armée - ainsi que 300 morts en 2004 causées par ces engins, la prévention s'exprime enfin.

Si la droite du Parlement a refusé de prendre de telles mesures en cédant à la pression du puissant lobby des armes, les partis de gauche ainsi que plusieurs organisations pacifistes, de mouvements de femmes, de prévention du suicide entre autres soutiennent cette initiative qui vise à prévenir de façon situationnelle les trop nombreuses tragédies domestiques que compte notre pays. A ceux qui répliqueront que c'est l'homme qui tue et non l'arme, signalons-leur que des études ont démontré qu'à défaut d'armes à feu, un auteur ne recourrait pas forcément à d'autres moyens pour passer à l'acte. C'est donc l'arme qui tue et là où elle existe, elle représente un danger.

RR

A SIGNER ET À FAIRE

SIGNER

D'URGENCE

WWW.SCHUTZ-VOR-

WAFFENGEWALT.CH/

Bientôt un salaire minimum tessinois?

Historique: la première initiative populaire cantonale visant à introduire un salaire minimum légal a été déposée au Tessin par le Mouvement pour le Socialisme (MPS) en septembre dernier. Entretien sur la question avec Matteo Pronzini, membre de la coordination tessinoise du MPS.

Brièvement, en quoi consiste l'initiative?

L'initiative propose la création d'un salaire minimum légal interprofessionnel, de 4000 CHF bruts (sur treize mois, et sur un horaire hebdomadaire de 40 heures), qui sera donc la base minimale pour tout contrat de travail conclu au Tessin.

Elle demande également que (comme c'est le cas par exemple pour l'AVS) chaque contrat de travail soit annoncé à l'Office cantonal du travail dans un délai de deux mois, de manière à pouvoir vérifier concrètement l'évolution des salaires, des horaires de travail, des qualifications, etc. Des données fondamentales qui, aujourd'hui, soit ne sont pas disponibles, soit sont particulièrement lacunaires et approximatives.

Enfin, le texte prévoit la mise en place d'une commission paritaire cantonale (composée de représentants patronaux et syn-

dicaux) qui, d'un commun accord avec l'Office cantonal du travail, veillerait à l'application de cette loi.

Comment l'USS a-t-elle accueilli l'initiative, en regard notamment de la préférence «historique» des syndicats pour les conventions collectives?

Le comité cantonal de l'USS-Tessin a pris position en faveur de l'initiative, tout comme d'ailleurs des représentants d'autres forces politiques et syndicales. La raison de ce soutien des syndicats est double. D'une part, il est lié à la «doctrine» syndicale en matière de salaires minimaux qui a évolué, comme cela a été le cas sur d'autres thèmes (par exemple l'horaire de travail - rappelons qu'en 1973, l'USS s'opposa à l'initiative populaire sur les 40 heures estampillée PdT-PSA-LMR); désormais on se rend compte que pour différentes raisons les conventions collectives

de travail sont insuffisantes.

D'autre part, le mouvement syndical au Tessin (et je pense que cela devrait être le cas dans les autres régions de Suisse) est en train de réaliser l'insuffisance des mesures d'accompagnement pour contrer le dumping salarial qui s'installe peu à peu. Celles-ci se basent sur les CCT, qui sont en phase de fragilisation massive (comme le prouve le conflit dans la construction). Et les mesures d'accompagnement en subissent donc les conséquences! Il faut alors une mesure plus forte, plus contraignante pour les entreprises.

Un pronostic?

Le résultat (plus de 1500 signatures) obtenu dans les deux semaines après le dépôt de l'initiative est excellent. Et la présence que nous sommes en train d'organiser en vue des prochaines élections fédérales ainsi que le ralliement – probable – de l'ensemble de la

gauche politique et syndicale à ce texte incite à l'optimisme quant à son succès le jour de la votation, laquelle devrait se tenir (une fois les signatures récoltées) d'ici deux ans environ.

L'écrasante majorité de la population rencontrée pense que l'initiative va dans le bon sens et qu'il est nécessaire d'adopter une mesure forte pour mettre un frein à un problème (les bas salaires et le dumping salarial) qui est perçu comme une véritable urgence sociale. Pour le présent, mais surtout pour l'avenir.

*Propos recueillis par
Maurizio Colella*

L'INITIATIVE NÉCESSITE 7'000
SIGNATURES POUR ABOUTIR.

VOUS VOULEZ LA SOUTENIR?
RENDEZ-VOUS SUR:
WWW.MPS-TI.CH

L'UDC vaudoise enterre le PAI*

L'UDC vaudoise a longtemps cultivé son originalité par rapport à la direction zurichoise. Mais de la parole aux actes, il y a un pas... qu'elle ne franchit pas.

**Stéphane Montangero,
Député au Grand Conseil VD**

Mardi 11 septembre, 11 heures et 23 minutes: par 100 voix pour, 30 contre et 3 abstentions, le Grand Conseil vaudois enterre le PAI. En effet, la résolution du socialiste Jean-Michel Favez est adoptée à une très large majorité. D'une simplicité enfantine, elle a le mérite de clarifier les fronts, vu sa teneur qui stipule que «le Grand Conseil déplore sans équivoque la campagne d'affichage de l'UDC, honteuse et indigne, incitant à la haine raciale et pouvant porter atteinte à la paix publique».

Pas une seule voix en sa faveur de la part d'un des 24 député-e-s UDC. En fait, le résultat des votes est des plus parlants: le parti socialiste (36), les Verts (19) et A gauche toute! (4) ont

voté en bloc pour la résolution. Les radicaux (24) en ont fait de même. Même soutien en bloc de la part de l'Alliance du Centre (PDC, UDF, Riviera libre et écologie libérale). En revanche, du côté du parti libéral, les voix ont été fortement partagées, puisque 6 député-e-s se sont opposés tandis que 11 approuvaient la résolution, amendée par leur chef de groupe... Allez comprendre!

Mais revenons au fait historique: le vote quasi stalinien de l'UDC. Alors que bon nombre de députés ou de conseillers communaux jurent, à longueur de séances et de pots d'après séance, qu'ils n'ont strictement rien à voir avec Blocher et qu'ils condamnent les méthodes de la tendance «zurichoise», aucun n'a soutenu la résolution. Et pourtant, lors de la discussion fleuve qui a pré-

cedé, nombreux furent les appels à la raison, tous bords politiques confondus, demandant à ce que les député-e-s se considérant comme davantage PAI qu'UDC le témoignent enfin, à cette occasion unique, par leur vote. Mais rien n'y fit.

Même le paysan lausannois Jean-Luc Chollet, qui campagne après campagne médiatise ses «ruptures» et sa «distance» d'avec la direction nationale, n'a pas trouvé le bouton du «oui». Il dira sans doute qu'il aurait bien voulu, qu'il faut comprendre, que ce n'est pas ce qu'on pense, que ce n'est pas si grave, que l'expression «mouton noir» est fort usitée dans le langage courant, que les dessins des affiches sont sympas, qu'on voyait clairement que la résolution serait adoptée et que c'est pour tout cela, entre autres, qu'il a voté contre...

Mais l'essentiel est que la section vaudoise ait enfin tombé le masque: sous la conduite des nouveaux lieutenants vaudois de Blocher, à l'instar d'Eric Bonjour ou de François Brélaz, usant de la même prose aux relents xénophobes et nauséabonds que leur secrétaire général Voiblet leur a appris, suivant sur les traces brunes des Mörgele et autres Fehr, les 24 député-e-s UDC vaudois ont suivi comme des moutons.

C'est pourquoi, nous pouvons affirmer que ce 11 septembre permet d'enterrer définitivement le PAI et de proclamer haut et fort que l'exception vaudoise de l'UDC n'existe plus. Et pour ce cas de figure aussi, c'est fort dommage.

*PAI= parti des paysans, artisans et indépendants. Ancienne appellation de l'UDC.

Retour vers le non-futur avec Archizoom

Actuellement se tient à L'EPFL, une exposition consacrée à ARCHIZOOM ASSOCIATI, une agence d'architectes de Florence créée durant les années 1960. Une occasion unique de voir et de tester les créations provocatrices de ces architectes engagés.

Un faux gazon d'un vert pétant, des présentoirs roses, des meubles recouverts de fausses fourrures ou de skaï, c'est ainsi que se présente l'exposition consacrée à l'agence italienne ARCHIZOOM ASSOCIATI qui se tient actuellement à l'EPFL. On doit cet événement au professeur d'histoire de l'architecture Roberto Gargiani, en collaboration avec le *Centro Studi e Archivio della Comunicazione, Università di Parma*. L'exposition, qui offre la possibilité unique de voir des documents et objets originaux, s'accompagne de la sortie d'un livre, signé par Roberto Gargiani également.

Les membres du groupe sont issus de la faculté d'Architecture de Florence, tout comme ceux d'un autre groupe d'avant-garde de la même époque, Supersstudio, avec qui ils entretenaient des liens étroits. Archizoom existait seulement entre 1966 et 1974, mais de nombreuses questions et problématiques abordées par eux restent d'actualité.

Proche des mouvements de gauche – Paolo Deganello et Massimo Morozzi participent par exemple aux activités des revues *Quaderni Rossi* et *Classe Operaia* –, les membres d'Archizoom conçoivent leur activité professionnelle comme une critique de la société de consommation par l'intérieur, selon une stratégie qu'ils qualifient eux-mêmes du «cheval de Troie». Leur créativité se déploie dans tous les domaines de l'«habitat» humain et à toutes les échelles, de l'hypertrophie urbaine, à l'habillement, passant par le mobilier, mais surtout par une fabrication exubérante d'une imagerie pop, évoluant vers un éclectisme érotico-islamique et kitsch afro-tyrolien, agrémentés de portraits de Dylan, d'éclairs et de panthères bondissantes en hommage à Malcolm X. Cette exagération des formes et des matériaux factices vise à mettre en exergue une société de super-

consommateurs, une économie où l'offre précède la demande, et où les stratégies commerciales visent autant à «fabriquer» la demande que des objets manufacturés. Cette attitude critique est résumée par l'apologue de la crème glacée:

«Pour nous, les problèmes sont [...] de préparer [...] à [l'homme] une glace qui lui fasse passer l'envie d'en manger pour

scientifique, fruit de l'intelligence qui explique tout, et de l'élégance qui sauve tout (éteignant les feux, préparant en souriant le futur) nous préférons un horizon en carton irradié par l'arc-en-ciel. Comme les faux pacifistes, nous enlevons le soir fausse barbe et fausses moustaches en méditant la trahison la plus violente. Nous voudrions aussi dire: nous ne sommes pas là où on nous cherche, ne vous fiez pas trop à la

aujourd'hui aussi sale que l'apologie d'un passé honteux» (P. 132). Leurs réflexions portent sur l'«espace neutre», des formes urbaines continues – No-Stop City –, rendues possibles grâce à l'éclairage et l'aération artificiels. C'est à cette époque qu'est conçu le fauteuil Pekino alias MIES, en référence à l'architecte Mies Van der Rohe, un objet que l'on peut admirer et tester dans l'exposition. S'asseoir sur un tel siège relève d'une expérience singulière. Celui-ci est constitué de deux supports en acier chromé en forme de triangle rectangle. Ceux-ci sont reliés par des barres qui retiennent une bande en caoutchouc qui fait office à la fois de placet et de dossier. Le siège apparaît à première vue comme impraticable, car on est «invité» à s'asseoir sur un plan incliné; ce n'est qu'avec le propre poids de l'utilisateur que le caoutchouc prend la forme du corps. Le siège est complété d'un repose-pied muni d'un éclairage en dessous qui n'a aucune utilité pour la personne assise, sinon de faire de l'ensemble une œuvre d'art. De plus, une fois assis, on a l'étrange sensation d'être le projectile d'une catapulte sur le point d'être éjecté. Une expérience à ne pas rater!



Dessin du fauteuil Pekino alias Mies, 1969.

toute la vie. Ou une glace qui, une fois achetée, devienne une chose plus grande que lui et l'humilie. Ou alors qui devienne une tranche du monde qui l'engloutisse et qui l'effraie... En somme, une glace sans alternative: ou tu la manges ou elle te mange. Ou mieux: elle commence à te manger à peine l'as-tu finie. Et alors nous pensons: bombe-pomme, caramel vénéneux, mensonges quotidiens, fausses informations, bref, des couvertures, des lits ou des chevaux de Troie, qui détruisent tout une fois introduits dans la maison. Nous voulons introduire tout ce qui se trouve à l'extérieur, la banalité construite, la vulgarité internationale, les aménagements urbains, les chiens méchants. Au progrès

manière dont nous vous saluons. Et puis il y a tout autour ce parfum de rose morte qui nous plaît pas trop...» (à propos des Dream Beds, maquettes de chambre à coucher photographiées pour la revue *Domus* en octobre 1967, cité aux pages 52-56, du livre).

A partir des années 1968-1969, le groupe s'intéresse presque systématiquement à l'échelle urbaine et au territoire. Mais contrairement aux avant-gardes de l'architecture de la première moitié du 20^e siècle, Archizoom rejette toute vision prophétique de la société: «Les prophéties sur le monde nouveau, sur l'homme nouveau, sur la nouvelle communauté humaine nous semblent

Philippe Mivelaz

A VOIR

L'exposition «ARCHIZOOM ASSOCIATI 1966-1974, de la vague pop à la surface neutre» se déroule à l'espace des conférences et exposition ENAC dans le bâtiment SG de l'EPFL jusqu'au 30 novembre 2007. C'est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00. Relevons que ce lieu a été rebaptisé Archizoom, avec l'accord des fondateurs du bureau florentin.

Le livre de Roberto Gargiani, avec le même titre est publié chez Electa à Milan, en collaboration avec l'EPFL.

Les trois dimensions de la justice

Comment adapter les idéaux socialistes dans un monde globalisé? Quelles sont les différents types d'inégalités à combattre? Les travaux de la théoricienne politique Nancy Fraser fournissent des pistes intéressantes.

Nancy Fraser est une théoricienne politique américaine contemporaine, connue pour ses travaux sur le féminisme et la politique de la reconnaissance. Un de ses derniers articles, *Reframing Justice in a Globalizing World* [Recadrer la justice dans un monde qui devient global] est une contribution particulièrement intéressante au renouvellement de la pensée progressiste. Nous en résumons ici les principaux arguments.

Pour Nancy Fraser, le sens premier de la notion de justice est «l'égale participation». Ce concept signifie qu'une société est juste si les individus peuvent entrer dans des relations sociales sur une base égale, sans discriminations. Vaincre les injustices signifie alors l'abolition des institutions et des structures qui empêchent cette égalité. D'après Nancy Fraser, il existe trois grands types d'inégalités: les inégalités socio-économiques, culturelles et politiques. Bien que ces inégalités soient liées entre elles, elles ne sont pas réductibles l'une à l'autre (par exemple, les différences de classe n'expliquent pas totalement le racisme). Une politique progressiste de justice doit ainsi être «tridimensionnelle»: socio-économique, culturelle et politique.

INJUSTICES SOCIALES

Prenons les choses dans l'ordre. La première grande catégorie d'inégalités est la maldistribution, c'est-à-dire les inégalités socio-économiques. Il s'agit d'un problème classique: les riches ont plus d'influence et de pouvoir que les démunis. Une société dans laquelle les inégalités sociales sont trop importantes empêche la réalisation de relations sociales égalitaires entre les individus.

Sur ce premier élément, la théorie de Fraser s'arrête un peu vite. Les inégalités de richesses sont certes à combattre. Mais,

depuis Marx, nous savons que les inégalités dans la distribution des revenus ne peuvent pas s'étudier (ni être combattue) sans critiquer également les inégalités dans la production. Autrement dit, les inégalités de richesses dépendent du rapport de force qui découle de la propriété privée des moyens de production d'une part, du travail salarié d'autre part. Il est insuffisant de vouloir «corriger» les inégalités de richesses sans s'en prendre aussi aux rapports de production. Néanmoins, la théorie de Fraser n'est pas incompatible avec cette critique.

INJUSTICES CULTURELLES

La deuxième catégorie d'inégalités concerne les inégalités de statut, la «méreconnaissance», c'est-à-dire les préjugés ou discriminations qu'encourent des catégories sociales minoritaires. Pour Fraser, la question de la «reconnaissance», c'est-à-dire l'égalité de traitement ou de considération que l'on accorde à des personnes différentes (du fait de leur sexe, origine, orientation sexuelle, etc.), est différente, mais tout aussi importante que la question de la redistribution économique. Cette idée trouve son origine dans les luttes féministes, mais aussi celles d'autres groupes minoritaires comme les afro-américains ou les homosexuels, qui subissent des discriminations qui ne sont pas uniquement d'ordre économique. Là encore une politique de justice doit lutter contre ces discriminations et pour une égalité de reconnaissance, afin de permettre des relations sociales égalitaires entre tous les individus.

INJUSTICES POLITIQUES

Finalement, pour Fraser, les inégalités politiques, la méreprésentation, constituent la troisième grande catégorie d'inégalités. Il s'agit d'injustices qui

sont moins connues que les précédentes, mais tout aussi graves. Elles concernent en particulier les questions de citoyenneté et de procédures. D'après Fraser, la plupart des systèmes politiques sont conçus pour exclure des catégories de citoyens de la représentation politique. C'est historiquement le cas des femmes ou de groupes minoritaires, d'où l'intérêt des politiques de quotas (parité, composition des listes, etc.)

Mais au-delà, Fraser fait remarquer que c'est le cadre même des Etats-nations qui ne permettent pas une représentation correcte des intérêts de chacun. De plus en plus de questions débordent le cadre national, tels les problèmes environnementaux (réchauffement climatique, pollution, épuisement des ressources, etc.), la pauvreté à l'échelle globale, les sociétés transnationales, etc. Or la représentation politique est toujours organisée selon un «cadrage» national. Il en résulte que de nombreuses personnes, parmi les plus pauvres et marginalisées, sont affectées par des décisions politiques auxquelles elles ne peuvent pas prendre part.

QUELLES ACTIONS?

Pour Nancy Fraser, la lutte politique doit donc se placer d'emblée sur les trois niveaux et ne saurait se restreindre à un seul d'entre eux (par exemple uniquement les inégalités socia-



DR

les). Elle propose de repenser la question internationale grâce au principe du «chaque personne touchée». Ce principe stipule que la communauté politique qui délibère doit inclure toutes les personnes touchées par le problème en question. Evidemment, dans les questions comme le réchauffement climatique ou les migrations internationales, la communauté politique pertinente ne peut plus être l'Etat-nation, mais doit se situer à un niveau global. C'est en quelque sorte à une redécouverte ou à une reformulation de l'exigence socialiste d'internationalisme que nous invite Nancy Fraser. A nous de saisir cette réflexion. Et de la traduire dans les faits.

Romain Felli

A LIRE

Nancy Fraser, «Reframing Justice in a Globalizing World», *New Left Review*, n°36, 2005, pp.69-88.

Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La découverte, 2005.

André Gorz 1924 – 2007

«Pour détruire l'emprise des idées dominantes, la parole est une arme nécessaire. [...] Il ne faut pas conclure que la lutte contre le pouvoir matériel est l'essentiel, la lutte idéologique accessoire. [...] Pour entreprendre de changer les rapports sociaux, il faut précisément se libérer de l'emprise de l'idéologie dominante qui nie que ce changement soit possible. Pas plus que le capitalisme ne peut se perpétuer sans l'hégémonie idéologique de ses défenseurs, pas plus la classe ouvrière ne peut l'abattre et devenir classe dirigeante si elle ne devient hégémonique idéologiquement. Il n'y a pas de lutte émancipatrice qui, en plus de la dimension économique et sociale, ne soit aussi idéologique et culturelle.»

Réforme et révolution, Paris, Seuil, 1969, p.13.

André Gorz (de son vrai nom Gérard Horst) est né en Autriche en 1924. D'origine juive, il se réfugie en Suisse durant la guerre, à Lausanne où il fait des études de chimie. Il devient le secrétaire de Sartre et entame une carrière de journaliste (Les Temps modernes, Le nouvel Observateur). Auteur de nombreux ouvrages, il a constamment réactualisé la pensée marxiste: critique de la division du travail, de l'hétéronomie, de l'imposition des besoins, etc. Il a thématiqué l'écologie politique, l'autogestion, la démocratie, la réduction du temps de travail, le revenu universel... Il a surtout été le grand penseur de l'autonomie face à toutes les structures répressives et aliénantes. Le 24 septembre dernier, il a choisi de partir avec la femme qu'il aimait.



agenda

Jusqu'au 31 octobre

Exposition «Le fleuve muré».

Exposition sur la construction du barrage des Trois Gorges – Photographies de Pierre Montavon. Bibliothèque de la Cité, Genève

21 octobre

Elections fédérales.

du 31 octobre au 4 novembre

«Le Chocolat doit-il être amer? De la survie au confort»

Dans le cadre du Salon des Goûts & Terroirs à l'Espace Gruyère (Bulle), exposition sur le thème du chocolat équitable avec l'Association romande des Magasins du Monde et la Déclaration de Berne.

1er novembre

Grève des travailleurs du bâtiment et du génie civil.

Zürich

P.P.

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Soutenez Pages de gauche!

La tempête qui s'est déclenchée depuis les années 1990 a été rude: accumulation éhontée de richesses rapides sur fond de contre-réformes néolibérales d'un côté. Approfondissement des inégalités sociales et de la pauvreté de l'autre. A l'échelle planétaire, mais également en Suisse. Face à cette évolution, il s'agissait pour la gauche de résister, de persévérer et de proposer. Résister en mettant en échec les projets les plus réactionnaires – référendums réussis contre le paquet fiscal, contre une détérioration inadmissible de la législation sur le travail, contre la libéralisation du marché de l'électricité. Persévérer en ne cédant pas aux sirènes du social-libéralisme incarnés par des opportunistes comme Blair, Schröder et une partie des socialistes français. Persévérer également en réaffirmant ce qui constitue le fondement de la politique de la gauche: la démocratisation permanente de la société sur tous les plans, le lien entre la gauche politique, les syndicats et les mouvements sociaux, le refus d'une marchandisation et d'une atomisation de la société. Proposer, enfin, en développant des programmes politiques et des mesures à mêmes de répondre aux aspirations séculaires du mouvement politique duquel nous nous revendiquons

Pages de gauche est né de cette volonté de résister, de persévérer et de proposer. Pluriel, démocratique, ouvert, notre journal a su s'implanter durablement dans le paysage romand. A l'heure du 60ème numéro, nous tenons à remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui nous ont soutenus au cours des dernières années. Et nous lançons aussi un appel à rester fidèle à notre mensuel. Car, malgré nos efforts, le nombre d'abonnés connaît une certaine érosion depuis quelques mois. L'actuel recul du nombre d'abonné-e-s est inquiétant et empêche un travail serein et inscrit dans la durée.

C'est pourquoi ce numéro est également adressé à certains anciens abonné-e-s et comporte un bulletin de versement. N'hésitez pas à nous soutenir ou à vous réabonner pour celles et ceux qui auraient oublié de le faire ces derniers mois au moyen du bulletin de versement joint au journal ou faites abonner des ami-e-s au moyen des cartes-réponses encartées; criez-le sur tous les toits: *Pages de gauche* est nécessaire à la gauche. Votre soutien est un appui supplémentaire à la résistance, à la persévérance et aux propositions qui font avancer la majorité populaire.

La rédaction